



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

# DE BERLIN

N° 8 – 7 avril 2022

### Sommaire

#### Actualité économique :

- Environnement macro-économique : Conseil des sages / inflation / Forum économique du SPD / paquet énergies renouvelables
- Politiques sociales : marché du travail / chômage partiel / accord salarial / personnel de soin

#### Actualité financière :

- Marché financiers : Deutsche Börse
- Régulation financière : *bad bank* pour les Landesbanken
- Banques et assurances : BayernLB / NordLB / SaarLB

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 1,8%

Prévision révisée de croissance du PIB allemand 2022 selon le Conseil des Sages

## ACTUALITE ECONOMIQUE

### Environnement macroéconomique

Le Conseil d'experts économique (**Conseil des Sages**) a présenté le 30 mars ses [prévisions actualisées](#). Il dresse un panorama de la conjoncture internationale empreint d'incertitude, tout en insistant sur le niveau de dépendance énergétique de l'Allemagne et en relativisant les risques pour le secteur financier européen. Pour l'Allemagne, le Conseil d'experts prévoit une augmentation du PIB de 1,8 % en 2022 (contre 4,6 % pronostiqués en novembre dernier) et de 3,6 % en 2023, avec des taux d'inflation de 6,1 % (contre 2,6 % en novembre dernier) et 3,4 %.

Selon une première estimation de l'Office fédéral statistique ([Destatis](#)), le **taux d'inflation** (indice national) atteindrait 7,3 % en mars (IPCH : 7,6 %).

Le conseil scientifique du Forum économique du SPD a publié le 7 avril un [papier de position](#) intitulé « Les défis du tournant économique – Un avenir de prospérité, de résilience et de durabilité ne viendra pas tout seul ». Ce papier soutenu par une trentaine d'économistes dont Peter Bofinger, Sebastian Dullien, Veronika Grimm, Jens Südekum ou encore Achim Truger donne notamment la priorité aux investissements, met en doute un respect du frein à la dette en 2023 et appelle de ses vœux une réforme des règles européennes en matière de dette.

Dans le contexte du changement climatique et de la guerre en Ukraine, le conseil des ministres a validé un [paquet de loi](#) censé doubler, en moins d'une décennie, la part des **énergies renouvelables** dans la consommation brute d'électricité.

## Politiques sociales

La guerre en Ukraine ne se reflète pas, ou très peu, dans les chiffres du **marché du travail** de mars selon [l'agence fédérale du travail](#). Le chômage a diminué de 0,8% en mars sur un mois (en données désaisonnalisées), le taux de chômage (en définition nationale) restant stable à 5,0%. Le baromètre de l'emploi (publié par [l'ifo](#)) qui s'est dégradé en mars (en reculant à son niveau de mai 2021) signale néanmoins un net ralentissement des intentions d'embauche des entreprises.

[L'agence fédérale du travail](#) précise dans un communiqué les conditions spéciales de recours au dispositif de **chômage partiel** qui ont été prolongées par le législateur jusqu'à la fin juin 2022: l'accès assoupli incluant notamment les salariés en intérim, l'indemnisation plus élevée après le 4<sup>ème</sup> mois, les marges de rémunérations annexes sans décompte sur la prestation et le remboursement partiel des cotisations sociales lors de formation des salariés placés. Selon des estimations de [l'ifo](#), 620 000 personnes étaient placées en chômage partiel en mars (après 685 000 en février), soit 1,2% des salariés. Le recours élevé dans l'hôtellerie et la restauration aurait diminué en mars (215 000 salariés concernés après 170 000 en février) tandis qu'il augmentait dans l'industrie (140 000 après 122 000 en février). En mars, 16% des salariés étaient en chômage partiel dans l'hôtellerie-restauration et 2,0% dans l'industrie.

Les partenaires sociaux sont parvenus à la conclusion d'un **accord salarial** pour le personnel des banques publiques. Cet accord qui s'étale sur une longue durée (31 mois) prévoit le versement de deux forfaits (soit 750€ en mars et 300€ en avril) ainsi qu'une hausse salariale de 3% au 1<sup>er</sup> juillet 2022 suivie d'une revalorisation de 2% au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Le temps de travail hebdomadaire sera réduit d'une heure au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (à 38 heures) et jusqu'à 40% du temps de travail pourra être réalisé en télétravail (source: [ver.di](#)).

Le [conseil des ministres](#) a adopté le 30 mars 2022 le versement d'une enveloppe d'un milliard d'euros aux **personnels de soin** ayant fait face à une forte incidence de patients infectés à la maladie du covid dans les hôpitaux et les établissements d'accueil des personnes âgées dépendantes ou souffrant d'une longue maladie.

Ces primes (dites « Pflegebonus ») seront versées directement par l'employeur.

## ACTUALITE FINANCIERE

### Marchés financiers

**Deutsche Börse** acquiert en totalité la firme luxembourgeoise [Kneip Communications S. A.](#), un spécialiste européen de l'analyse de données sur les fonds. Cette opération constitue la première étape d'un centre de données sur les fonds que Deutsche Börse souhaite développer au Luxembourg.

### Régulation financière

La présidente des caisses d'épargne de Westphalie, [Liane Buchholz](#), propose de créer une banque de défaisance pour les **Landesbanken**, afin qu'elles ne fassent plus appel à leurs « propriétaires » (autres Landesbanken, caisses d'épargne et collectivités locales) en cas de difficultés, voire de résolution. Le DSGV n'y serait pas opposé.

### Banques et assurances

Le résultat annuel avant impôts de **BayernLB** passe de 197 M€ en 2020 à 816 M€ en 2021. La banque attribue notamment cette progression à une importante réduction des provisions pour risques (48 M€ en 2021 contre 142 M€ en 2020), aux marges réalisées sur les prêts TLTRO de la BCE ainsi qu'à la vente de deux immeubles à Munich. La banque distribue 75 M€ à ses sociétaires, le Land de Bavière et les caisses d'épargne bavaroises.

**NordLB** affiche un résultat annuel avant impôts légèrement positif en 2021 (+16 M€ contre -27 M€ en 2020). En 2019, la Commission européenne avait accepté le plan de sauvetage public de la banque fortement affectée par la crise maritime à la condition qu'elle réduise nettement sa taille de bilan. Celle-ci est passée de 140 Md€ fin 2019 à 115 Md€ fin 2021 (contre 126 Md€ fin 2020). La Landesbank s'est, comme prévu, quasiment défait de ses actifs maritimes (portefeuille de 0,8 Md€ fin 2021). Compte tenu de la pandémie, le financement aéronautique a enregistré des pertes avant impôts (-99 M€ en 2021 contre -189 M€ en 2020). La banque affirme vouloir poursuivre cette activité tout en renforçant le financement des énergies renouvelables et des infrastructures.

**SaarLB**, la plus petite des Landesbanken (bilan de 16 Md€), enregistre un résultat annuel avant impôts en hausse (45 M€ contre 37 M€ en 2020). La moitié des nouveaux clients de SaarLB viennent désormais de France où la banque souhaite intensifier son activité grâce à une coopération récemment signée avec ODDO BHF et l'ouverture cet été d'un bureau de représentation à Lyon, qui complètera son implantation à Paris et Strasbourg.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corriger, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)